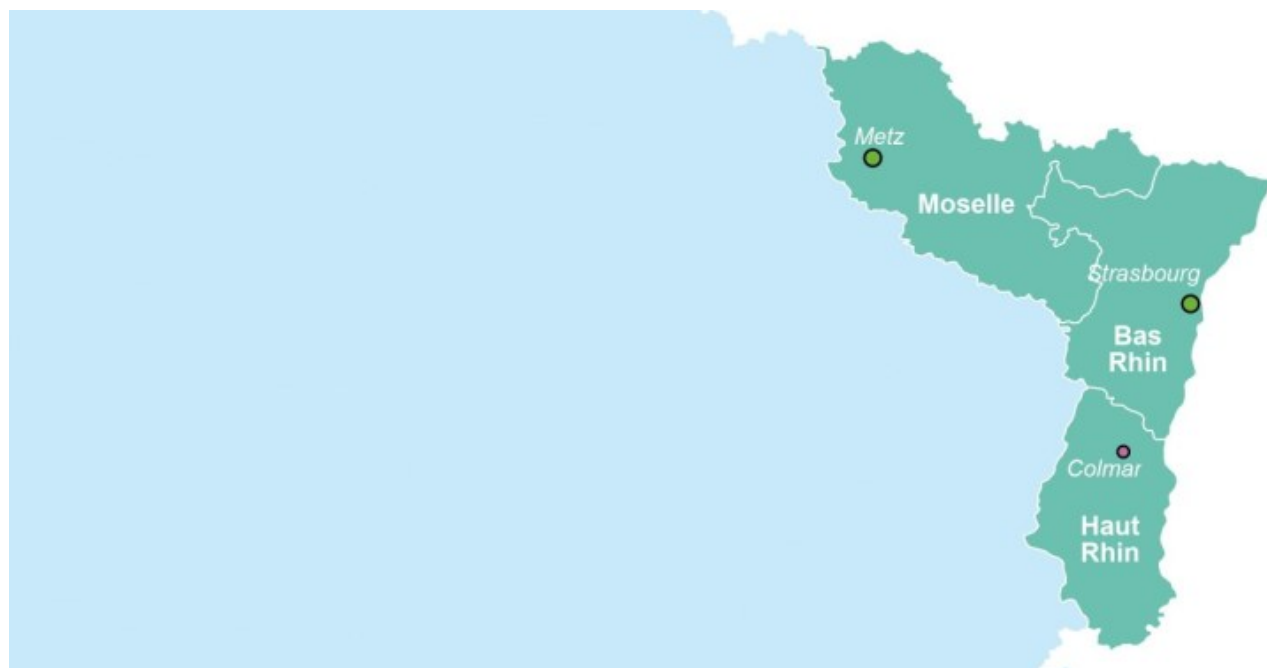


L'évêque de Metz s'oppose à la transformation des cours de religion en enseignement interreligieux

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Brèves](#), [Diocèses](#), [Eglise en France](#), [Perepiscopus](#)

Date : 5 avril 2018



La [presse locale](#) souligne que Mgr **Lagleize**, évêque de Metz, a pris position avec beaucoup de fermeté sur le projet de remplacer l'enseignement religieux au collège et lycée en Alsace-Moselle par de l'éducation au dialogue interreligieux et interculturel (EDII).

Imaginé par les catholiques et protestants d'Alsace, il a été remis le 21 décembre à **Emmanuel Macron**. Et ce, malgré l'opposition de l'évêque mosellan. Alors qu'en Alsace, douze établissements se disent prêts à expérimenter ce dispositif dès la rentrée prochaine si le rectorat leur en donne le feu vert.

En Alsace-Moselle, l'Éducation nationale a l'obligation d'organiser l'enseignement religieux pour les cultes statutaires (catholique, protestant et juif) dans le public. Les parents pouvant dispenser leurs enfants, celui-ci n'est plus fréquenté que par un peu plus de 50 % des élèves à l'élémentaire, 20 % au collège et moins de 10 % au lycée. L'EDII permettrait d'élargir la palette des cultes, histoire d'être plus en phase avec la société actuelle. Mais pour Mgr Lagleize, « le vrai dialogue ne peut se construire que si chacun est bien formé dans sa propre tradition. Je ne serai pas opposé à l'intégration

d'autres religions dans ce statut, mais je ne peux en aucun cas accepter que les enseignements actuels soient sortis du cadre confessionnel qui les caractérise. » Pour Mgr Lagleize, « offrir une connaissance des différentes traditions religieuses relève de la mission de l'Education nationale », mais elle doit avoir lieu en plus de l'enseignement religieux.

Les catholiques qui saluent l'action du ministre **Jean-Michel Blanquer** feraient bien d'ouvrir les yeux sur ce type de projet qui, comme l'instruction obligatoire dès 3 ans, la réforme du Bac ou le retour des ABCD de l'égalité, signent l'accroissement du jacobinisme de l'Education nationale.